

Accord professionnel

**PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE PRÉVOYANCE
DES SALARIÉS NON CADRES
DES EXPLOITATIONS ET ENTREPRISES AGRICOLES
(Nord)**

(12 octobre 2009)

(Etendu par arrêté du 6 avril 2010,
Journal officiel du 16 avril 2010)

**AVENANT N° 1 DU 5 OCTOBRE 2012
À L'ACCORD DU 12 OCTOBRE 2009 RELATIF AU RÉGIME DE PRÉVOYANCE**

NOR : AGRS1397013M

PRÉAMBULE

Dans le cadre du suivi des comptes de résultats du régime conventionnel assuré par Agri-Prévoyance et l'ANIPS, il a été constaté un déséquilibre technique.

Conscients du fait que ces résultats sont de nature à affecter durablement la pérennité du régime, les partenaires sociaux se sont accordés afin de prendre les mesures nécessaires de retour à l'équilibre du régime de prévoyance.

Article 1^{er}

La loi du 9 novembre 2010 portant réforme des retraites a introduit des dispositions visant à relever, de manière progressive, l'âge de départ à la retraite.

Afin de prendre en compte les impacts de cette mesure sur le régime de prévoyance, il est inséré un article 7 *bis* rédigé ainsi qu'il suit :

« Article 7 bis

Prise en compte du recul de l'âge de départ à la retraite

Afin de prendre en compte les effets de la loi portant réforme des retraites sur la durée de service des prestations incapacité temporaire de travail et/ou incapacité permanente de travail, il est instauré une cotisation exceptionnelle et temporaire de 0,10 % des rémunérations brutes telles que définies à l'article 7 "Cotisations", 1. "Assiette" qui s'ajoute au taux de cotisation du régime.

Cette cotisation exceptionnelle et temporaire sera répartie entre l'employeur et le salarié, soit 0,05 % à la charge du salarié et 0,05 % à la charge de l'employeur.

Cette cotisation sera prélevée pendant une durée de 24 mois.

A l'issue de cette période, la cotisation exceptionnelle et temporaire cessera d'être appelée. »

Article 2

Les dispositions du 2 « Taux de cotisations et répartitions » de l'article 7 « Cotisations » de l'accord sont abrogées et remplacées par les suivantes :

« 2. Taux de cotisations et répartitions

Pour tous les employeurs et les salariés, le taux global d'appel des cotisations destinées au financement des prestations définies à l'article 5 est de :

Taux global : 1,51 %.

Détail des cotisations par garantie et répartition employeur/salarié

(En pourcentage.)

GARANTIE	TAUX	EMPLOYEUR	SALARIÉ
Décès	0,37	0,22	0,15
Incapacité temporaire :			
Mensualisation	0,30	0,30	–
Relais mensualisation	0,39	–	0,39
Assurance charges sociales patronales	0,11	0,11	–
Incapacité permanente	0,34	0,235	0,105
Total	1,51	0,865	0,645

Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Article 4

Le présent avenant entrera en vigueur au plus tôt le 1^{er} janvier 2013, sous réserve de la publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel* au plus tard le 15 décembre 2012.

A défaut d'entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2013, l'avenant sera applicable au premier jour du trimestre civil qui suit la publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Fait à Lille, le 5 octobre 2012.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles (FDSEA) du Nord ;
Union syndicale des producteurs de grains et graines de semences du Nord ;
Fédération départementale des CUMA du Nord ;
Chambre syndicale des pépiniéristes du nord de la France ;
Chambre syndicale des horticulteurs du nord de la France.

Syndicats de salariés :

SGA CFDT du Nord ;
CFTC-Agri ;
UD FO Nord ;
UNSA2A.